

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 02/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROMERAC**

202 RUE DU MARECHAL DE TASSIGNY  
59128 Flers-en-Escrebieux

Références : V3/2023/192  
Code AIOT : 0007000758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement PROMERAC implanté 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMERAC
- 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux
- Code AIOT : 0007000758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PROMERAC, implantée sur la commune de Flers-en-Escrebieux, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques et l'application de peinture en poudre.

Le site dispose d'une ligne de traitement des grandes pièces en acier comprenant les opérations de traitement de surface par pulvérisation (mélange d'acide sulfurique et d'acide phosphorique) avec dégraissage / dérouillage (cuve de 14 000 L), de dégraissage / phosphatation (cuve de 5 800 L) et de rinçage passivant (cuve de 3 500 L), soit une capacité de bains de 23 300 L.

Deux installations de grenaillage, d'une puissance unitaire de 55 kW, sont également utilisées. Le site dispose par ailleurs d'une étuve de séchage, de trois cabines de peintures poudres (sans solvants) et d'un tunnel de polymérisation.

L'activité est réglementée par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2022. Au regard de la nomenclature des installations classées, le site est notamment soumis à :

- Autorisation au titre des rubriques n° 2566-1 (Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique)
- Enregistrement au titre des rubriques n° 2565-2 (Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique) et 2940-3 (Application, cuisson et séchage de peinture mettant en œuvre des poudres à base de résine organique par pulvérisation sur métal).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement de la mise en demeure du 13/10/2020	AP de Mise en Demeure du 13/10/2020, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate d'une part que les prescriptions visées par l'arrêté de mise en demeure du 13 octobre 2020 ont été modifiées par APC du 14 décembre 2022 et d'autre part que l'exploitant respecte les VLE imposées par ce nouvel APC au dernier rapport d'analyse trimestriel établi par EUROFINs le 17/05/2023.

L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 13 octobre 2020 qui visait les articles 4.3.3 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009.

Par ailleurs, l'ensemble des constats effectués au cours de la visite sont présentés dans le présent rapport de visite.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Récolement de la mise en demeure du 13/10/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/10/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 – La société PROMERAC, exploitant une installation de traitement de surface et d'application de peinture sise au 202 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny sur la commune de FLERS-EN-ESCREBIEUX, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.3, 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 susvisé en concevant et en exploitant ses installations de traitement d'eaux usées industrielles, afin que ces dernières respectent, avant rejet et pour chaque cuvée, les valeurs limites en concentration et flux définies par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 ; et ceci dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Les prescriptions visées par l'arrêté de mise en demeure du 13 octobre 2020 ont été modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2022.

Ainsi les prescriptions de l'article 4.3.8 sont modifiées telles que : « Sans préjudice de valeurs fixées par la convention de déversement délivrée par le gestionnaire de la station d'épuration urbaine de Douai Fort-de-Scarpe, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (pour chaque cuvée).

Effluent n°4 (eaux usées industrielles) :

Paramètres	Concentrations	Flux journaliers
	moyennes journalières (en mg/l)	maxi journalier (en g/j)
MeS	30	420
DCO	600	9000
Azote global	67	800
P	10	120
F	15	180
Indice hydrocarbure	5	75
CrIII	1,5	45
Cd	0,2	3
Ni	2	75
Cu	1,5	30
Zn	3	75
Fe	5	75
Al	5	75
Pb	0,5	15
Sn	2	30
Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn + Mo	15	225
Mo	5	75

Les eaux usées industrielles ne contiennent pas de cyanures et de chrome VI.

Au cours de la visite, l'exploitant indique à l'inspection procéder à l'analyse des concentrations en polluants en interne pour chaque bâchée au point de rejet n°4, sauf pour l'étain.

Il mandate la société IRH qui réalise l'autosurveillance de tous les paramètres visés à l'article 4.3.8 selon les fréquences d'analyses prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/12/2022. Les analyses et la rédaction des rapports associés sont confiées à la société EUROFINS.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel des 28, 29 et 30 juin 2023 les documents suivants :

- la convention de rejet établie entre PROMERAC et DOUAISIS AGGLO en date du 20 février 2020- les rapports d'analyse trimestriels des rejets au point n°4 en 2022 (point de rejet des eaux usées industrielles) - Eurofins

- les rapports d'analyse trimestriels des rejets au point n°4 en 2023 - Eurofins- le document de suivi par l'exploitant de la qualité des rejets des eaux industrielles pour le mois de juin 2023
- le dernier rapport de contrôle hebdomadaire au point de rejet n°4 (prélèvement du 13/06/2023) – Eurofins

L'exploitant indique à l'inspection qu'une nouvelle convention de rejet des eaux usées industrielles est en cours d'élaboration. L'inspection rappelle à l'exploitant que la modification des VLE pour les rejets au point n°4 fixées à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022 s'applique sans préjudice des valeurs fixées par la convention de rejets en vigueur établie avec DOUAISIS AGGLO.

L'exploitant indique que des analyses des bâchées des eaux industrielles destinées à être rejetées après traitement par la STEP interne à PROMERAC sont réalisées systématiquement. Bien que l'ensemble des paramètres ne soient pas suivis pour chaque bâchées, les fréquences d'autosurveillance prescrites par l'APC du 14/12/2022 sont respectées.

Par sondage, l'inspection consulte le document de suivi interne de l'autosurveillance pour les périodes du 1er juin au 23 juin.

L'inspection constate que, selon ce document, un nouveau traitement est appliqué à la bâchée avant rejet, en cas de non-conformité de celle-ci.

Le rejet est ainsi effectué par PROMERAC après avoir vérifié le respect des VLE contrôlées.

Le rapport de contrôle trimestriel des rejets au point n°4 pour le 2ème trimestre 2023 du 17/05/2023 établi par EUROFIN ne présente pas de non-conformité.

**L'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 13 octobre 2020 considérant que les prescriptions des articles 4.3.3 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 ont été substituées par celles de l'arrêté du 14 décembre 2022.**

Par ailleurs, l'inspection constate que le contrôle d'autosurveillance effectué par la société EUROFINS pour le 2eme trimestre 2023 objet du rapport du 17/05/2023, ainsi que l'autosurveillance effectuée en interne du 1er au 23 juin par PROMERAC ne montrent pas de dépassement de VLE pour le point de rejet n°4.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet